



### Quelles suites donner à l'implication de personnes vulnérables dans l'Agora citoyenne pour la Transition juste ?

L'implication de personnes plus vulnérables dans les réflexions autour d'une Transition juste a été saluée par tou-te-s. Ce dispositif a permis une représentation des personnes en situation de pauvreté, ce qui est assez inédit dans les processus de concertation habituels. Maintenant que cette agora citoyenne est terminée : quelle est la suite ? Le rapport a été publié, mais quel est le public visé par ce rapport ? Quelle place est laissée aux populations précaires dans la suite des discussions ? *La Ministre regrette les suites réservées à cette Agora par le gouvernement. Le politique a sous-estimé le travail qui a été fourni. Les assemblées et panel citoyens ne devraient pas être considérés comme des gadgets : ce sont des outils d'une nouvelle gouvernance.*

[Intervention d'Elena Teneva, ATD Quart Monde]

## Recommandations

### Révolution de la gouvernance : dépassons le travail en silo

Selon la Ministre, le principal enjeu pour répondre à la crise et s'attaquer aux sources du problème est de **révolutionner le mode de gouvernance institutionnelle**. Au-delà de la volonté politique ou des revendications sectorielles, notre société a besoin d'un changement structurel. **Nous devons collectivement dépasser le travail en silo et travailler de façon transversale**. La distribution des portefeuilles en fonction des couleurs politiques a ses limites.

La Ministre nous recommande de rester en contact étroit avec le Cabinet. **Le monde associatif peut jouer un rôle dans cette révolution culturelle et politique en inspirant les pouvoirs publics avec un autre mode de gouvernance**. La société civile doit également rester en dialogue avec les parlementaires, les interpeller, à l'extérieur comme à l'intérieur. C'est ce qui permet de construire le rapport de force.

#### Difficultés dans la mise en place cette révolution culturelle de la gouvernance.

Des initiatives ont été prises dans le domaine de l'éducation au Développement Durable et de l'Education relative à l'Environnement : il existe un accord de coopération entre la RW, RBC et la FWB. Le Réseau idée a entrepris un travail transversal avec les 3 ministres pour l'élaboration d'une circulaire, mais celui-ci n'aboutit pas.

[Intervention de Vanessa Rasquinet – Réseau idée]

### Représentation de la société civile et interpellation des pouvoirs publics

**Comment assurer ce rôle de représentation de la société civile dans les instances internationales alors qu'on observe un désinvestissement du monde politique belge, et wallon en particulier ?** Les jeunes délégués à l'ONU prennent leur mission de représentation de la société civile à cœur. Dans le cadre du HLPF (Forum politique de haut niveau pour le Développement Durable), ils se sont préparés, ils ont récolté la parole des jeunes et ont assuré la représentation de la société civile belge. Mais quelle est leur crédibilité si les politiques se désintéressent de ces instances ? *La Ministre suggère d'interpeller les politiques en amont de ce type d'évènement (« qui y va et avec quels arguments ? »), pour éviter une démobilisation générale.*

[Intervention de Camille Biot – Forum des jeunes]

## Transmission

### Utilisation des outils existants

La Ministre est confiante sur le fait qu'une continuité du travail accompli sera assurée, et ce, à travers différents niveaux.

Le **travail assuré par l'administration** est aligné avec celui du Cabinet. Les Services publics sont le garant de la démocratie, et durant la législature, ils ont été renforcés pour assurer la pérennité. La société civile doit de son côté continuer un **dialogue permanent avec l'administration**.

Durant la législature, différents rapports ont été rédigés (notamment dans le cadre des Etats Généraux de la Transition Juste), ils doivent maintenant être utilisés et servir de réflexion pour l'élaboration des prochains accords de majorité. **La société civile doit s'emparer de ces documents pour exercer un levier sur le prochain gouvernement, car ces outils politiques peuvent servir dans leurs revendications.**